

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre

Route de Tours
ZI

36500 Buzançais

Références : VAT20240378

Code AIOT : 0010000547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre implanté Route de Tours ZI 36500 Buzançais. L'inspection a été annoncée le 10/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre
- Route de Tours ZI 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010000547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GMC est une installation de traitement de surface.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Demande d'action corrective	2 mois
9	Asservissement du chauffage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Demande d'action corrective	2 mois
13	ratio de consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.4.3	Demande d'action corrective	2 mois
14	Plans et schémas des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.4	Demande d'action corrective	2 mois
16	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
22	VLE effluents -paramètres	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
23	VLE effluents -paramètres Al/Sn/Pb	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
24	VLE effluents -paramètres AS/Azote/AOX	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
25	Surveillance des VLE par laboratoire	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
29	règles aménagements	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conformité électrique périodicité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III	/	Sans objet
3	Conformité électrique registre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III	/	Sans objet
4	Conformité	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	électrique - arrêt d'urgence	30/06/2006, article 5.II		
5	Détection infrarouge	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III	/	Sans objet
6	Eclairage naturel risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II	/	Sans objet
7	Chauffage locaux à risques incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II	/	Sans objet
8	Alarme rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Sans objet
10	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.7.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.1	/	Sans objet
15	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.2.5	/	Sans objet
17	Bassin ou dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.3	/	Sans objet
18	Débit des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.5.1	/	Sans objet
19	vanne barrage	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.5.1	/	Sans objet
20	Installation de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.1	/	Sans objet
21	Effluents - VLE pH	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.2	/	Sans objet
26	mesures des volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 3.1.6.3.1		
27	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.5.1	/	Sans objet
28	alimentation eau bain de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>AP 14/03/2005 Article 4.1.4.1:</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 21 mai 2019, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks.</p> <p>Lors de la présente visite l'exploitant indique que le local de stockage est divisé en cellule pour chacun des 4 sites GMC, PSG, Galva plus et Chimicolor.</p> <p>L'exploitant présente un inventaire des substances détenues en date du 11 décembre 2023 par échantillonnage l'inspection consulte 4 produits présents sur cet inventaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le fingard 460, l'inventaire fait état de 2 bidons soit 50 kg en stock -le passivex 833, l'inventaire fait état de 75 kg en stock -le protolux 3000, l'inventaire fait état de 25 kg en stock

<p>-l'acide nitrique, l'inventaire fait état d'un GRV en stock soit une tonne</p> <p>L'exploitant indique qu'un nouvel ERP est en cours de finalisation pour fin 2024 celui-ci permettra d'avoir un état des stocks en instantané avec une mise à jour lors de l'utilisation des produits dans l'atelier.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant comment ce fichier est mis à disposition du SDIS en cas d'incendie sur le site. L'exploitant indique que le fichier se trouve sur un serveur qui est disponible à distance même si le site ne dispose plus d'électricité. Lors de l'inspection la directrice opérationnelle est en capacité de nous montrer le présent fichier depuis le serveur. De plus l'exploitant indique qu'il y a un système d'astreinte sur le site.</p> <p>Par échantillonnage l'inspection demande à consulter la FDS du protolux 3000 dont la révision date du 15 décembre 2022 cette FDS n'appelle pas de remarque.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection se rend dans le local de stockage numéro B par échantillonnage elle vérifie la quantité de produits fingard 460 environ 20 bidons de 25 kg soit 500 kg alors que le produit passivex n'est plus en stock.</p> <p>L'inspection ne s'est pas rendu dans les autres cellules de stockages. Elle rappelle à l'exploitant que son état des stocks doit contenir l'ensemble des produits détenus sur le site.</p> <p>Constat : Le registre indiquant la quantité de produits dangereux détenus n'est pas à jour les quantités sont erronées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Conformité électrique périodicité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique périodicité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.5 [...]. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...]</p>

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
<p>Constats :</p> <p>Document consulté : Rapport de vérification des installations électriques, date de la vérification les 19 20 et 20 septembre 2023.</p> <p>Ce rapport fait état de 4 écarts. Le jour de l'inspection l'exploitant présente le rapport cité annoté avec l'avancement des travaux de mise en conformité. 2 écarts sur les 4 sont levés en avril 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité électrique registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection le suivi des contrôles électriques est effectué directement sur le rapport de contrôle comme précisé dans le point précédent. L'inspection rappelle que la présente prescription sera applicable au 1 juillet 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité électrique - arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.</p> <p>B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 Installations électriques. B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou</p>

d'explosion en application de l'article 48, **un interrupteur central ou arrêt d'urgence**, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

Constats :

Lors de la visite des ateliers, l'inspection constate que les lignes de traitement B, C et D sont associées chacune à un bouton d'arrêt d'urgence. Il n'existe pas de bouton d'urgence centralisé accessible depuis l'extérieur.

L'inspection rappelle que la présente prescription sera applicable au 1 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection infrarouge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III

Thème(s) : Risques accidentels, Détection infrarouge

Prescription contrôlée :

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

(il =le contrôle des installations électriques)

Constats :

Documents consultés

Contrôle par thermographie du 11 décembre 2023 (précédent contrôle du 28 novembre 2022) selon le référentiel APSAD 19.

Ce rapport fait état de 3 anomalies classées 1 (priorité 1 action à mener immédiatement) et 2 (priorité 2 action à mener sous 2 mois).

L'anomalie de priorité 1 est corrigée pendant la visite. Les 2 autres anomalies ont été corrigés en mars 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eclairage naturel risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II

Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage incendie

Prescription contrôlée :

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes

enflammées.
Constats : Il existe sur site plusieurs types de matériaux permettant l'éclairage naturel de l'atelier, ils sont soit en verre soit en matériau plastique au jour de l'inspection l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de l'absence de production de gouttes enflammées de ces matériaux lors d'un incendie L'inspection rappelle à l'exploitant que cette prescription lui est applicable au 1 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Chauffage locaux à risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage locaux à risques
Prescription contrôlée : Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : L'exploitant indique que le chauffage des locaux est assuré par de l'eau chaude. L'inspection rappelle à l'exploitant que cette prescription lui est applicable au 1 juillet 2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Alarme rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme rétention
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.[...]
Constats : Lors de la visite de l'atelier l'inspection demande à réaliser un test sur la chaîne numérotée le test est réalisé au niveau de la rétention des cuves numéro 32 et suivantes. L'exploitant soulève la sonde posée sur le sol de la rétention. L'alarme est déclenchée, le test est concluant. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Asservissement du chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I

Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement du chauffage

Prescription contrôlée :

[...] Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]

Constats :

Pendant la visite des ateliers l'inspection demande à tester l'asservissement du chauffage de la cuve numéro 7 de la chaîne D.

Lors de ce test l'exploitant est en capacité de soulever le thermoplongeur présent dans la cuve le niveau bas s'allume en rouge alors qu'avant le début de ce test le niveau haut en vert était allumé. Au jour de l'inspection la cuve n'est pas en chauffe, en l'absence de l'équipe de maintenance il n'a pas été possible de « forcer le chauffage », ainsi l'inspection ne peut constater l'asservissement du chauffage de cette cuve.

Le test n'est pas concluant.

L'exploitant ne dispose pas pendant la visite de la maintenance préventive qui pourrait justifier de tests de ce type réalisés.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'à partir du 1 juillet 2024, le bon fonctionnement de l'asservissement devra être testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'asservissement du chauffage de la cuve n°7 au manque de liquide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
Constats : <p>Lors de la visite précédente du 07 novembre 2023, l'inspection constate que les 73 extincteurs du site ont été vérifiés le 20 décembre 2022. Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté d'extincteur difficilement accessible. Certains extincteurs ne sont correctement repérés. Constat : Les extincteurs ne sont pas correctement repérés.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 17 janvier 2024:Le repérage de l'ensemble des extincteurs sera effectué par le prestataire lors de la prochaine visite au premier trimestre 2024.</p> Documents consultés : <p>Registre de sécurité, contrôle des extincteurs du 24 avril 2024. Ce contrôle fait état :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un nouvel extincteur sous roues,- de la mise en service de 23 nouveaux extincteurs,- de la vérification de 50 extincteurs. <p>Sur le terrain, l'inspection peut constater la présence de plusieurs extincteurs associés à leurs panneaux de repérage :</p> <ul style="list-style-type: none">- G020/G021,- G025/G026. <p>L'écart est levé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La société GMC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en mettant en place une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface.

Article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005

Une détection incendie, adaptée aux conditions de l'installation (détecteurs résistants à l'atmosphère corrosive) permettant l'arrêt des installations dans chaque atelier, et en particulier celles des redresseurs des bains d'électrolyse et des systèmes d'aspiration des émissions captées sur les bains doit être effective.

Outre le déclenchement automatique par détecteurs, un déclenchement manuel doit pouvoir être réalisé par des dispositifs facilement accessibles, identifiables et placés de préférence à proximité des accès. Il est associé à une alarme visuelle et sonore visant à procéder à l'évacuation du personnel. En dehors des heures ouvrables, cette détection incendie, permet d'alerter, via un système de surveillance extérieure, le personnel d'astreinte.

Constats :

Dans un courrier à la Préfecture de l'Indre daté du 24 février 2022, l'exploitant a demandé la modification de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mars 2005 concernant la mise en place d'une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface. Cette demande est accompagnée de deux attestations de société spécialisées mentionnant que compte tenu des caractéristiques des installations de traitement, elles ne pouvaient fournir et garantir la viabilité et la fiabilité d'un tel équipement.

Par courrier du 25 avril 2022 l'exploitant a complété sa demande auprès de la Préfecture en proposant des mesures compensatoires à la mise en place de la détection incendie. Le préfet a pris acte de ces mesures compensatoires par courrier du 5 mai 2023, ce qui a permis de répondre à l'arrêté de mise en demeure du 11 février 2019.

Au jour de la précédente visite du 7 novembre 2023, l'inspection constate que tous les moteurs du système de ventilation ne sont pas encore raccordés à une détection permettant leur arrêt en cas d'augmentation de la température.

Réponse de l'exploitant du 17 janvier 2024. Les actions devraient être soldées au premier semestre 2024.

Au jour de la présente visite: 7 sondes de température ont été posées sur les gaines d'aspiration sauf pour la ligne F qui est à l'arrêt. Lors d'une augmentation de la température des fumées supérieure à 60°C le ventilateurs d'extraction s'arrête automatiquement.

Par échantillonnage l'inspection demande a constaté du fonctionnement de la sonde de la chaîne prototype.

Le test a été effectué par l'exploitant le 25 juin 2024, l'inspection peut constater sur le PC de commande:

- à 15h10 augmentation de la courbe de T°C (consigne max 60°C)

- arrêt du variateur du ventilateur
- à 15h20 reprise de la ventilation, T°C en dessous de la T°C de consigne

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Le relevé des volumes d'eau prélevée est journalier et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

La consommation en eau provenant du réseau d'adduction d'eau potable est limitée à 390 m3 par jour (112 320 m3/an). L'utilisation d'eau pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet les emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorise l'économie.

Dans le cas où un forage serait mis en exploitation, la consommation en eau restera limitée à 390 m3 par jour pour l'ensemble du site quelque soit sa provenance.

L'inspection des Installations Classées est informée au préalable de cette mise en exploitation.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés journaliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables.

[...]

Article 3.1

Les ouvrages de prélèvement en eaux de nappe et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et **d'un dispositif de disconnexion** afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable).

Constats :

L'ensemble de l'eau consommée provient de l'alimentation en eau de ville et il n'existe pas de forage sur le site. Cette consommation est depuis plusieurs années inférieure au volume autorisé. L'exploitant a détaillé les actions (débitmètres, flotteur en début de chaîne, sensibilisation des équipes, changement du processus de rinçage...) mise en place pour réaliser des économies depuis plusieurs années avec une consommation en 2012 de 76 961 m3.

A la demande de l'inspection, celle-ci consulte le registre de 2023:

Index de janvier 2023 : 67027 / Index de décembre 2023 : 95534 => soit une consommation annuelle de 29 707 m3.

Cette consommation est cohérente avec les valeurs relevées dans les déclarations GEREP.

Déclaration GEREP volume eau en m3/an
2020: 21 772

2021: 29 883
2022: 22 502
2023: 29 529

L'exploitant indique disposer d'un disconnecteur au niveau de l'alimentation eau de ville comme vu dans le schéma présenté.

Celui-ci a été contrôlé le 18 décembre 2023 (précédente visite 12 décembre 2022) le rapport fait état d'un fonctionnement correct après intervention.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : ratio de consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Les ratios moyens mensuel et annuel de consommation d'eau ne doivent pas excéder respectivement les valeurs de 7 et 6 l/m²/fonction de rinçage (fr).

Les chaînes H et I devront quant à elles respecter un ratio de 3 l/m²/fr.

Un calcul de ce ratio est effectué mensuellement et les résultats correspondants sont transmis trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

Document consulté :

Bilan débits d'eau consommée par fonction de rinçage et par m² traités

Ce registre existe mensuellement sur le 1^{er} trimestre 2024.

Le ratio est dépassé pour les chaînes A et C.

L'exploitant indique que la chaîne I n'existe plus.

Lors des échanges l'exploitant indique également qu'il n'est pas possible de respecter le ratio de 7 l/m²/fonction de rinçage bien que sa consommation d'eau est largement diminuée depuis plusieurs années ce que l'inspection a constaté dans le point précédent.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est possible d'effectuer une demande d'aménagement des prescriptions s'il le juge utile.

Constat : Les ratios de consommation d'eau ne sont pas respectés pour l'ensemble des lignes de traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Plans et schémas des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ; [...] <p>AMPG 30/06/2006 article 16</p> <p>I. - Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible.[...]</p> <p>II. - [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose d'aucun plan des réseaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, composées des eaux de voiries (parkings, voies de circulation.) doivent être traitées avant rejet a minima par un ou plusieurs débourbeurs-déshuileurs à obturation automatique.

Les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent faire l'objet d'une analyse montrant l'absence de pollution et/ou d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel.

article 3.1.6.2.3

référence du point de rejet	réseau communal des eaux pluviales, milieu naturel
	concentration maximale mg/l
MES	30
hydrocarbures totaux	10

Constats :

Document consulté:

Mesures en sortie du séparateur du 14 décembre 2023

Le rapport fait état des résultats suivants:

- matière en suspension 11 mg par litre
- hydrocarbures totaux inférieurs à 0,05 mg par litre

Le rapport présente également l'historique des mesures réalisées annuellement.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre.

Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'étanchéité de la dalle sur laquelle reposent les installations est régulièrement vérifiée et renforcée en cas de nécessité.

Constats :

En l'absence de plan des réseaux l'inspection ne peut constater que l'ensemble des eaux collectées sur le site arrive sur un point de rejet unique.

<p>Lors de la visite de terrain l'exploitant présente la localisation du séparateur hydrocarbures en amont duquel existe une vanne guillotine qui a pour fonction de maintenir l'ensemble des eaux du site en cas de situation accidentelle. Les eaux ainsi confinées sont dirigées vers le bassin de confinement à l'aide d'une pompe.</p> <p>Lors de cette visite, l'inspection demande à l'exploitant d'actionner la vanne guillotine, celle-ci se ferme sans difficulté. La présence d'eau dans le « tabouret » liée à l'évacuation des eaux process du site ne permet pas à l'inspection de valider la fermeture complète de la vanne guillotine.</p> <p>Il n'existe pas de consignes précises définissant le fonctionnement de la vanne guillotine et de la pompe de relevage celles-ci ne sont pas signalées sur le site.</p> <p>Lors de la visite l'inspection peut constater que le grillage autour du bassin de confinement a été partiellement enlevé. L'exploitant pour des raisons de sécurité devrait le remettre en place.</p> <p>Constat : La vanne guillotine n'est pas signalée et ne dispose pas de consignes de mise en œuvre ainsi que la pompe de relevage qui doit diriger les eaux vers le bassin de confinement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 17 : Bassin ou dispositif de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité dont la valeur sera déterminée après étude.</p> <p>Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet, permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués. Il peut également s'inscrire dans une démarche de zone et être commun à plusieurs unités industrielles.</p> <p>Dans ce cas, l'aptitude et la capacité du bassin à recueillir les eaux polluées devront être justifiées. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie du volume du bassin de confinement de 350 m3 à l'aide d'un devis réalisé en 2012.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection peut constater la présence d'une bâche dans sur la totalité de ce bassin de confinement. La présence d'un peu d'eau météorites ne remet pas en cause la disponibilité de celui-ci. L'exploitant indique que la vidange du bassin qui se remplit naturellement avec les eaux météorites se fait manuellement avec une pompe.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Débit des points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Point de rejet N°1</p> <p>Effluents industriels issus de la station de détoxification</p> <p>Eaux de voiries</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>rejet Milieu naturel : Indre</p> <p>Le débit maximum journalier relatif aux effluents industriels liquides de GMC est de 330 m3/jour.</p> <p>Le débit maximum instantané relatif aux effluents industriels liquides de GMC est de 20 m3/heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations Gidaf de l'exploitant et par échantillonnage, l'inspection constate que le volume moyen journalier est de :</p> <p>-106 m3/j le 1 février 2024,</p> <p>-192 m3/j le 15 février 2024,</p> <p>-131 m3/j le 4 mai 2022,</p> <p>-164 m3/j le 11 décembre 2023.</p> <p>Le débit maximum journalier de 330 m3/jour est respecté.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection peut constater la présence d'une mesure en continu du débit, ce débit est de 13 m3/heure à ce moment.</p> <p>Le débit maximum de 20 m3/heure est respecté.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : vanne barrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Une vanne de barrage manuelle et automatique asservie à la détection incendie et à la mesure en continu du pH (en sortie de station de détoxification), est disposée sur la canalisation véhiculant le rejet, de telle façon que toute pollution due à un sinistre sur le site ou à un défaut de fonctionnement de la station d'épuration interne puisse être contenu sur le site ou orienté, par dérivation, vers un bassin de confinement.

Constats :

L'inspection constate la présence d'une vanne barrage en sortie de la station de traitement.

Il est demandé à l'exploitant de l'actionner. La fermeture manuelle de la vanne barrage arrête le rejet des effluents, le test en concluant.

En sortie de station de traitement, une mesure en continu du PH est réalisée au niveau du canal à seuil. L'exploitant indique que la détection d'un PH en dehors de la plage autorisée entraîne l'arrêt de l'installation de traitement et de l'alimentation des cuves de rinçage et ainsi l'arrêt du rejet d'effluent. Aucun test n'a été réalisé pendant la visite.

L'exploitant a justifié de l'entretien de l'équipement à l'aide du document planning d'entretien de la station de détoxification de la semaine 26 du 24 juin au 28 juin qui comporte des lignes spécifiques pour le canal à seuil et notamment la vérification du PH du canal à seuil. Le contrôle a été réalisé chaque jour de la semaine et aucune observation mentionnée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Installation de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

4.2.5

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues en permanence en bon état de fonctionnement notamment en ce qui concerne les organes de mesure, de dosage des réactifs et les alarmes précitées.

Constats :

Document consulté :

Planning d'entretien de station de détoxification, semaine 26 du 21 au 28 juin 2024

Le document indique la périodicité et les vérifications effectuées sur :

- Les pompes de reprise
- La floculation
- Le décanteur...

Le document est correctement renseigné pour la semaine considérée.

Au niveau du bureau de commande de l'installation de traitement, l'inspection constate la présence du suivi des indicateurs de bon fonctionnement de la station :

- suivi pompes de reprise : sortie neutral 2 vers floculation
- suivi densité de chaux

L'exploitant indique que l'installation est pourvue de 3 alarmes :

- Alarme PH en sortie de station,
- Alarme sur le niveau haut cuve de reprise,
- Alarme PH dans les cuves de neutralisation,

L'ensemble de ces alarmes permettent l'arrêt de la station de traitement et l'arrêt de l'alimentation d'eau dans les bains de rinçage

Lors de la présente visite le test d'alarme niveau haut sur la cuve de reprise C55 est réalisé.

L'exploitant soulève la sonde de niveau et simule ainsi un niveau haut. L'inspection peut constater sur le tableau de commande de l'installation de traitement que l'ensemble de la chaîne en amont de cette présente cuve est à l'arrêt de plus le voyant arrêt de l'eau sur la chaîne de traitement est actionné. Seul un acquittement manuel de cette alarme peut permettre le retour à la normale. Le test est concluant.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Effluents - VLE pH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

Température : < 30°C,

PH : compris entre 6,5 et 9 (neutralisation alcaline au lait de chaux) (NF T 90 008),

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l (NF EN ISO 7887),

Exempt de matières flottantes, exempt de produits susceptibles de dégager en égout directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,

Exempt de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,

Critères de dépassement 3.1.6.3.5

Dans le cas d'une surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % des résultats de ces mesures sur une base mensuelle peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Conditions instantanées 3.1.6.3.6

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Sur la base des déclarations Gidaf et par échantillonnage, l'inspection note:

en mai 2024: 2 dépassements sur 19 mesures (PH 9.13 et 9.56),

en avril 2024: 2 dépassements sur 21 mesures (PH 9.15 et 9.37),

en mars 2024: pas de dépassement sur 21 mesures,

en avril 2023: pas de dépassement sur 19 mesures.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : VLE effluents -paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
DCO	150	45 000	36 000
MES	30	9 000	7 200
F-	5	1 500	1 200
P	5	1 500	1 200

Ni	2	600	480
Mn	1	300	240
Cu	1	300	240

Fe	2.5	750	600
Cr	1.5	450	360
Cr6+	0.1	30	24
Zn	3	990	900
Métaux totaux	15	4 500	3 600
CN	0.1	30	24
No2-	20	6 600	6 000

[...]

Constats :

Par échantillonnage, l'inspection prend connaissance des déclarations Gidaf de l'exploitant sur les différents paramètres:

L'inspection rappelle qu'un critère de dépassement de 10% (article 3.1.6.3.5) existe pour la surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour).

Concernant la DCO mesurée chaque semaine, périodicité respectée

Avril 2023 et Mars/avril 2024 nombreux dépassements de la VLE mais le flux est respecté

Concernant le ZN mesuré tous les jours de fonctionnement, périodicité respectée

en 01/2023 VLE 3000 microgrammes/l => 6 dépassements sur 22 mesures Non conforme, mais le flux est respecté

en 03/2023 VLE 3000 microgrammes/l => 4 dépassements sur 23 mesures Non conforme, mais le flux est respecté

en 01/2024 VLE 3000 microgrammes/l => 2 dépassements sur 22 mesures conforme, flux est respecté

en 02/2024 VLE 3000 microgrammes/l => 1 dépassement sur 21 mesures conforme, flux est respecté

en 03/2024 VLE 3000 microgrammes/l => 2 dépassements sur 21 mesures conforme, flux est respecté

en 04/2024 VLE 3000 microgrammes/l => 1 dépassement sur 21 mesures conforme, flux est respecté

Concernant le NO2 mesuré tous les jours de fonctionnement, périodicité respectée

en 04/2024 VLE 20 mg/l => 3 dépassement sur 21 mesures Non conforme, mais le flux est respecté

en 05/2024 VLE 20 mg/l => 3 dépassements sur 19 mesures Non conforme, mais le flux est respecté

Concernant le Nickel mesuré toutes le semaines, périodicité respectée:

en 02/2024 VLE 2mg/l => 0 dépassement conforme
en 03/2024 VLE 2mg/l => 1 dépassement Non conforme, mais le flux est respecté
en 04/2024 VLE 2mg/l => 1 dépassement Non conforme, mais le flux est respecté
en 05/2024 VLE 2mg/l => 1 dépassement Non conforme, mais le flux est respecté

Concernant le ChromeVI/CN mesuré tous les jours de fonctionnement, périodicité respectée
en 04/2024 0 dépassement conforme
en 05/2024 0 dépassement conforme

Concernant le Chrome/Cu/Mn/ mesuré tous les semaines, périodicité respectée
en 01/2023 => 0 dépassement conforme
en 02/2024 => 0 dépassement conforme
en 05/2024 => 0 dépassement conforme

Concernant le P/MES/F- mesuré tous les mois, périodicité respectée
en 02/2024 VLE concentration et flux => 0 dépassement conforme

Concernant le Fe mesuré toutes les semaines, périodicité respectée:
en 02/2024 VLE 2,5mg/l => 2 dépassements Non conforme, mais le flux est respecté
en 04/2024 VLE 2,5mg/l => 0 dépassement conforme
en 05/2024 VLE 2,5mg/l => 1 dépassement Non conforme, mais le flux est respecté

Par échantillonnage l'inspection vérifie la cohérence des données renseignées dans le logiciel Gidaf au vu du registre présenté par l'exploitant il n'existe pas d'écart entre ce registre et les données fournies par l'exploitant.

L'exploitant n'a pas d'explication particulière quant au dépassement de certaines concentrations. Il n'a pas mis en place de mesures correctives et celui-ci précise que les concentrations plus élevées sont liées aux économies d'eau réalisées depuis plusieurs années.
L'inspection rappelle à l'exploitant que si celui-ci le juge utile il peut demander un aménagement des prescriptions et des concentrations qui lui sont applicables.

Constat : Les VLE en concentration ne sont pas toujours respectées sur plusieurs paramètres comme le zinc, le nickel, la DCO, NO2- et le fer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 23 : VLE effluents -paramètres Al/Sn/Pb

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
Al	2.5	750	600
Pb	0.5	150	120
Sn	2	600	480

[...]

Constats :

Par échantillonnage, l'inspection prend connaissance des déclarations Gidaf de l'exploitant sur les différents paramètres:

Concernant les paramètres Al, Sn et Pb, une mesure hebdomadaire est demandée.

Aucune mesure en 2024 réalisée et/ou déclarée en autosurveillance.

L'exploitant indique qu'une demande d'aménagement de la prescription a été envoyée à la préfecture, les kits de mesures de ses paramètres n'étant plus disponibles. Ainsi l'exploitant réalise uniquement les mesures trimestrielles par le laboratoire sur ces paramètres.

L'inspection constate la réalisation des mesures trimestrielles sur les paramètres Al, Pb et Sn dans le rapport de mesure du 01 mars 2024.

Ce point a effectivement fait l'objet de remarques lors de précédentes inspection mais uniquement sur le paramètre Sn.

L'inspection propose à l'exploitant de renouveler une demande dûment justifiée pour l'ensemble des paramètres non mesurés. L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur l'article 34 de l'AMPG du 30/06/2006 pour l'aménagement des fréquences des mesures. A l'issue de l'instruction de cette demande, l'inspection adaptera le cadre GIDAF.

Constat : L'exploitant ne réalise pas et/ou ne déclare pas l'autosurveillance selon les périodicités définies pour les paramètres Al, Sn et Pb.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : VLE effluents -paramètres AS/Azote/AOX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2			
Thème(s) : Risques chroniques, eau			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :			
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
As	0.1	33	30
Azote	50	16 500	15 000
AOX	5	1 650	1 500
[...]			
Constats :			
Les arrêtés préfectoraux applicables à l'établissement ne préconisent aucune périodicité de la surveillance de ces paramètres.			
L'exploitant devra donc se référer l'AMPG du 30/06/2006:			
<ul style="list-style-type: none"> • qui stipule dans son article 33 : "En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. [...]" • concernant AOX et AZOTE, <ul style="list-style-type: none"> ◦ à l'article 34 pour déterminer la fréquence de la surveillance : "Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire [..]", ◦ les VLE en concentration étant celle de l'AP du 7 décembre 2007, • concernant Arsenic, <ul style="list-style-type: none"> ◦ à l'article 20-I-2 pour déterminer la VLE en concentration (selon l'analyse de l'inspection la NQE étant de 0.83 µg/l la VLE serait de 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, si la condition de flux n'est pas respectée la VLE de l'AP du 7 décembre 2007 s'applique à savoir 0,1 mg/l (<i>ref arrêté du 25/01/20 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique</i>)), ◦ à l'article 34 pour déterminer la fréquence de la surveillance à savoir mensuelles si le flux > à 100g/j et trimestrielle si le flux > à 20g/j 			
Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE pour les paramètres AS/Azote/AOX.			

AS/Azote/AOX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 25 : Surveillance des VLE par laboratoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit, pour les paramètres figurant dans le tableau ci dessous, la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées "ensemble des paramètres trimestriellement"
Constats : Document consulté Bilan 24 h des rejets d'eaux du 14 au 15 février 2024, rapport MS24-01040.001du 01/03/2024. L'ensemble des paramètres sont mesurés hors paramètres AS Azote AOX (écart noté dans point de contrôle précédent). L'ensemble des VLE concentrations sont respectées sauf pour : -DCO max 594 mg/l en décembre 2022, -DBO5 dépassement déjà repris dans le point précédent, -MES max 42 mg/l en octobre 2023, -Ni dépassement déjà repris dans le point précédent, -Fe dépassement déjà repris dans le point précédent, -Chrome 1 dépassement en décembre 2023, -Zn dépassement déjà repris dans le point précédent. Constat : Les VLE en concentration ne sont pas respectées pour la DCO, les MES et le Chrome.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 26 : mesures des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : La quantité d'effluents rejetés est mesurée en continu.
Constats : L'inspection constate lors de la visite des ateliers la mesure en continu des effluents rejetés. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions. 3 puits sont en place dont 1 en amont de l'établissement et 2 en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique. Une fois par an au moins, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe à partir des puits. [...] Les analyses des substances suivantes sont réalisées sur chaque prélèvement par un laboratoire agréé : pH (NET 90008), Conductivité (NF EN 27888), Oxygène dissous (NF EN 25814), AOX (NF EN 1485), Hydrocarbures totaux (NF EN ISO 9377-2), Cyanures totaux (NET 90 107) Cr6+ (NET 90043), Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Sn, et Zn) (NF EN ISO 11885). Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées pour le 31 mai de l'année suivante au plus tard. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. [...]
<p>Constats :</p> <p>Document consulté Suivi des eaux souterraines du 13/14 mars 2024, rapport du 28 mai 2024. Les paramètres sont tous mesurés</p> <p>Seuls les AOX dépassent la LQ pour PZ1/2/4 À noter les piézomètres 4 et 5 sont en amont.</p> <p>A titre indicatif, les valeurs limites de la circulaire du 21 décembre 2008 ne sont pas dépassées. Pas d'évolution significative par rapport aux précédentes campagnes.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : alimentation eau bain de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'alimentation doit être interrompue automatiquement en cas de panne électrique ; ceci afin d'éviter l'alimentation continue des bains de rinçages, pouvant, en cas de panne des pompes de relevage, entraîner le débordement des cuves de reprise de la station de détoxification par migration gravitaire des effluents (des cuves vers la station). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage l'inspection constate la présence d'une électrovanne sur l'installation de traitement D. L'exploitant indique que cette électrovanne est normalement fermée en l'absence d'électricité l'eau ne peut donc pas circuler en l'absence d'électricité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : règles aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée :

[...]

Les réservoirs (fosses ou cuves) utilisés pour le stockage ou la reprise des effluents doivent avoir une affectation unique et clairement identifiée. **Le niveau intérieur des effluents contenus doit pouvoir être contrôlé en permanence du lieu de commande de l'unité avec report d'alarme pour le niveau haut.**

Dans ce cas d'alarme, leur remplissage est interrompu automatiquement.

[...]

Constats :

Lors de la présente visite le test d'alarme niveau haut sur la cuve de reprise C55 est réalisée.

L'exploitant soulève la sonde de niveau et simule ainsi un niveau haut. L'inspection peut constater sur le tableau de commande de l'installation de traitement que l'ensemble de la chaîne en amont de cette présente cuve est à l'arrêt de plus le voyant arrêt de l'eau sur la chaîne de traitement est actionné. Seul un acquittement manuel de cette alarme peut permettre le retour à la normale. Le test est concluant.

La cuve de reprise indiquée "bains usés chromiques" est en réalité "bain de passivation".

Constat: Le réservoirs de reprise "bain de passivation" n'est pas clairement identifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois